

s'opposent aux réformes que nous méditons et les font avorter. En sorte qu'en dernière analyse, vainqueurs ou vaincus, ce sont toujours les catholiques qui ont tort.

— Et c'est ce que l'administration bloccarde de la ville de Rome essaye en ce moment de faire croire au public. Comme après une année d'existence elle n'a pu rien faire, que toutes ses promesses se sont évanouies en fumée, que tout est devenu plus cher, maisons, viandes, poissons, etc., elle déclare maintenant que si les choses ne marchent pas mieux, c'est la faute aux catholiques qui, embusqués dans tous les coins, tirent à boulets rouges sur l'administration, et comme ils ont une grosse influence, disposent, directement ou indirectement, de capitaux considérables, refusent tout concours à la ville et même empêchent les autres de lui ouvrir leur bourse. Il n'est pas difficile de croire que ces reproches sont au fond l'expression de la vérité, mais aussi il est par trop naïf de penser que les catholiques vont apporter leur or à l'administration socialiste et lui donner l'occasion de le gaspillier pour le plus grand bonheur des frères et amis. L'administration nouvelle avait des plans magnifiques ; cent millions au bas mot étaient nécessaires pour les réaliser, aussi pour parler l'argot, quelle *gratte* pour les bloccards. Malheureusement pour eux, et heureusement pour les finances municipales, l'argent n'est point venu, c'est ce qui nous vaut actuellement une série inédite de Lamentations sur la ruine de projets si profitables à ceux qui les avaient conçus.

— Mais pour faire diversion et empêcher le public de plonger un regard indiscret dans l'administration Capitoline, les administrateurs, la *Giunta* comme on l'appelle en Italie, se lancent dans l'anticléricalisme. Ils ont repoussé l'enseignement religieux et ont licencié toutes les personnes qui le donnaient. Toutefois, le résultat n'a pas été ce qu'on attendait. Les catholiques, se servant de la loi même qui laissait cet ensei-